

**2 Politique**

**Dialogue politique/Cérémonie de remise du rapport général au chef de l'Etat**

**Au final, 264 "Actes du Dialogue politique"**

SM  
Libreville/Gabon

*Il s'agit du nombre d'articles contenus dans le Protocole d'accords issus du Dialogue politique dont le rapport a été remis, hier, au président de la République. C'était au cours de la cérémonie de clôture des dites assises qui a eu lieu au palais de la présidence de la République.*



Photo : Ollomo

**Le coprésident de la majorité, Emmanuel Issoze Ngondet...**

LE chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a reçu, hier, des mains du coprésident du bureau de Dialogue politique pour le compte de la majorité, Emmanuel Issoze Ngondet, et celui représentant l'opposition, Pierre-Claver Maganga Moussavou, le rapport sanctionnant le Dialogue politique qu'il a lui-même convoqué le 27 mars dernier. Y compris le Protocole d'accords signé, hier, entre les deux camps. C'était au cours de la cérémonie de clôture des dites assises, laquelle a eu lieu au palais de la présidence de la République en présence des hautes personnalités nationales et du corps diplomatique. Il s'agit d'un document

dont les co-rapporteurs des deux camps en ont fait lecture au cours de cette manifestation solennelle marquant la fin de ce conclave politique qui a duré plusieurs semaines au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda. 264 articles au total qui, selon l'article 261 du Protocole d'accords signé entre les deux parties (majorité/opposition), porteront le titre de «Actes du Dialogue politique». De même qu'il s'agit, selon le coprésident pour la majorité, Emmanuel Issoze Ngondet, «d'une avancée qui va hisser le pays dans une nouvelle ère démocratique». Aussi le présent rapport, va-t-il ajouter,



Photo : Bandoma

**Une phase de la signature d'Accord entre l'opposition et la majorité.**

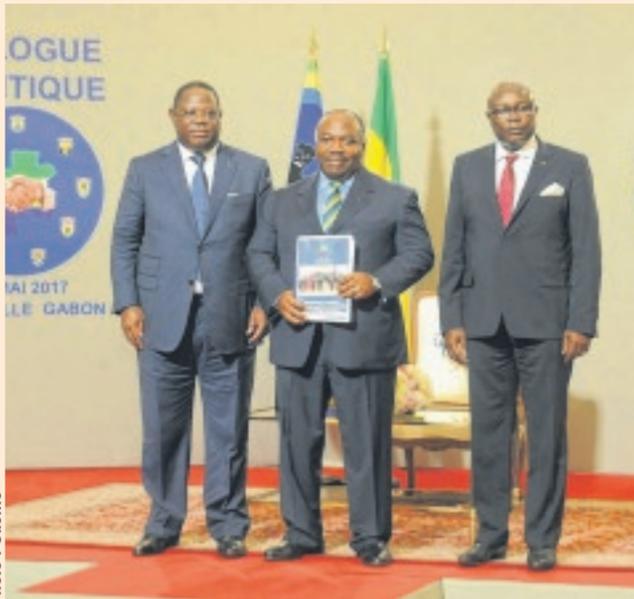


Photo : Ollomo

**Le chef de l'Etat, encadré par les deux coprésidents de la majorité et de l'opposition, après la remise du rapport.**

«permet d'apprécier le chemin parcouru, la justesse des choix opérés, la solidité des consensus réalisés et la pertinence des options retenues». Et de rassurer que «la mise en œuvre des Actes du Dialogue n'est pas une option» et que de ce fait, «la majorité, fidèle à son engagement, n'entravera donc pas leur application. Mais bien au contraire, a-t-il dit, elle s'y investira résolument, en particulier au sein des deux chambres du Parlement». Pour sa part, le coprésident pour l'opposition, Pierre-Claver Maganga Moussavou, a tenu à rappeler aux uns et aux autres de ce que dialoguer ne constitue en rien, un signe de faiblesse.

Encore moins, a-t-il ajouté, «de compromission pour créer des conditions d'asservissement d'un camp contre l'autre, des nantis contre des citoyens désabusés et meurtris par des comportements vils d'une certaine classe politique». Et de poursuivre : «Nous avons la ferme conviction que ce Dialogue qui vient après la Conférence nationale, les Accords de Paris et ceux d'Arambo, et qui replace les citoyens gabonais au centre de nos décisions devrait fonder durablement le chemin de la transparence d'un État de droit démocratique». Toutefois, il est à noter que l'article 262 dudit protocole, prévoit "qu'en temps d'observation par l'une des parties des termes du présent protocole, l'autre pourra recourir à l'arbitrage des facilitateurs conformément à l'article 129 du règlement intérieur du Dialogue politique". À noter également que parmi les Actes issus de ces assises, il y a entre autres, le retour du scrutin présidentiel à deux tours et le maintien de la durée du mandat présidentiel à 7 ans renouvelable à souhait et de 5 ans renouvelable pour les députés et les élus locaux.



Photo : Bandoma

**Les participants autour du chef de l'Etat à la fin de la cérémonie de clôture.**

**Opposition/Union nationale  
Casimir Oye Mba appelle à un dialogue entre Ali Bongo Ondimba et Jean Ping**

C. O.  
Libreville/Gabon

LE vice-président de l'Union nationale (UN), Casimir Oye Mba, par ailleurs un des principaux alliés de Jean Ping, le principal candidat de l'opposition à la dernière Présidentielle, a fait une déclaration, hier à la Chambre de Commerce de Libreville. Occasion pour lui de décrire le "blocage" que connaît le pays, suite à la crise post-électorale. Voilà pourquoi, il a invité le président Ali Bongo Ondimba et Jean Ping à dialoguer. Parce que, selon lui, ce sont eux les principaux protagonistes de la crise politique actuelle. "Ils le sont parce que Jean Ping a été élu pour diriger le pays, et que Ali Bongo s'est emparé du pouvoir et l'exerce", déclaré le premier chef du gouvernement post-Conférence nationale. Non sans ajouter qu'il s'agit "d'une crise politique gravissime à laquelle il faut trouver une réponse politique". Nous y reviendrons.



Photo : Chris Oyamé

**Le vice-président de l'UN, Casimir Oye Mba.**

sime à laquelle il faut trouver une réponse politique". Nous y reviendrons.

**Réaction du secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG)**

**« M. Oye Mba (...) adopte désormais une posture pragmatique, patriotique et constructive »**

Faustin Boukoubi : "J'admire le courage de M. Oye Mba qui, au-delà d'une analyse partisane des événements, adopte désormais une posture pragmatique, patriotique et constructive, tranchant ainsi avec l'intransigeance du candidat qu'il a soutenu. Convaincus des vertus de la paix, nous demeurons disposés à discuter avec tous les compatriotes désireux de contribuer à la construction du Gabon. Ensemble, nous pouvons réunir notamment les conditions de mise en œuvre des résolutions pertinentes auxquelles viennent de parvenir de nombreux Gabonais. J'espère que les partenaires de M. Oye Mba sauront saisir cette occasion pour mettre fin à l'illusion entretenue au sein de leurs partisans et contribuer à la nécessaire relance de notre économie."



Photo : Bandoma

**Le secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi.**